

Le président de la République tchèque, Miloš Zeman, a appelé le parti communiste tchèque (KSČM), qui tenait son congrès samedi, à faire face à son passé. Tout en l'encourageant à soutenir une hypothétique coalition de centre-gauche.

C'est par le traditionnel « *chers camarades, chères camarades !* » que Miloš Zeman a entamé son discours devant les délégués communistes qui l'ont appuyé lors de l'élection présidentielle au mois de janvier. Le premier prononcé par un président tchèque aux délégués communistes depuis 1989. Et le président a profité de cette première pour leur administrer une leçon. « *Camarades, ce que vous appelez le 'Février victorieux' était en fait un 'Février défait'* », a-t-il lancé en référence à la prise de pouvoir par les communistes au mois de février 1948, qui marqua le début de 41 années de dictature.

Et de revenir sur les exécutions qui ont suivi le coup d'état, qui « *n'étaient pas des 'déformations', cessons donc de raconter des bêtises, ni des erreurs, mais bien des crimes.* » Le président a ensuite rappelé les espoirs apportés par le Printemps de Prague en 1968, qui l'avait lui-même convaincu de prendre au carte au parti. Se réclamant du socialisme d'Olof Palme, Willy Brandt et François Mitterrand, Zeman a enjoint le KSČM à faire son introspection, à prendre ses responsabilités et à se repentir : « *N'oubliez pas que la repentance purifie, que la repentance est une étape vers le pardon, et aussi une étape vers la vie normale* ».

Les communistes à la croisée des chemins

Bien que plusieurs centaines de manifestants aient protesté contre sa présence, le président n'avait pas fait le déplacement cette fois dans le but de provoquer l'opinion publique. Il s'agissait pour lui de convaincre le parti communiste de soutenir une coalition gouvernementale réunissant les populistes d'ANO et les sociaux-démocrates (ČSSD), pour enfin doter le pays d'un gouvernement, celui d'Andrej Babiš étant démissionnaire depuis de longues semaines. Zeman a insisté sur le fait que leur refus de collaborer avec la gauche modérée avait été l'une de leurs erreurs récurrentes.

Le soutien du KSČM est en effet nécessaire pour une coalition ANO et ČSSD, mais plusieurs délégués communistes ne sont pas prêts à soutenir un tel gouvernement de centre-gauche. En plus, le gouvernement en démission d'ANO a fait plusieurs gestes qui ont déplu aux communistes, tel que le renvoi de diplomates russes ou le soutien aux bombardements des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France en Syrie. À cause de cette politique de rapprochement ainsi que de son décevant résultat aux dernières élections (une chute de 15% à 8% des suffrages), le chef Vojtěch Filip, en poste depuis 2005, faisait face à cinq prétendants à son poste lors du congrès de samedi. Menacé par l'aile dure du parti, représentée par Josef Skála, il s'en est toutefois tiré avec au second tour avec une faible majorité de 165 voix sur 308. Si le parti communiste reste donc encore loin de la « *repentance* » réclamée par le président Zeman, ce dernier aura du moins convaincu une majorité de ses délégués de jouer le jeu du pouvoir.